

## Résumé

La participation électorale décroît au Canada depuis la fin des années 1980. Alors qu'au cours des décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, le taux de participation aux élections fédérales atteignait en moyenne 75 %, ce pourcentage a chuté depuis une vingtaine d'années, et il se situe maintenant à un peu plus de 60 %. On observe des baisses semblables dans la plupart des pays de tradition démocratique. Cependant, c'est parmi les jeunes que l'on observe la baisse de participation électorale la plus importante.

Toute diminution de la participation électorale est source de préoccupation, mais que les jeunes constituent le groupe de citoyens qui se prévalent le moins de leur droit de vote est un fait particulièrement troublant. Voter semble être un comportement social que l'on apprend jeune. Par conséquent, si les jeunes ne vont pas voter quand ils atteignent la majorité, on peut penser que, pendant le reste de leur vie, ils ne participeront pas davantage à la vie politique. Et il est possible que le faible taux de participation actuel s'étende ainsi aux générations futures.

On comprend donc facilement que, depuis 20 ans, la chute de la participation électorale constitue un sujet de préoccupation croissant chez les politologues. Quand, au scrutin fédéral de 2000, le taux de participation est passé sous les 62 %, plusieurs — dont le directeur général des élections du Canada — ont été forcés d'admettre que, si la tendance se maintient, le Canada devra sérieusement considérer l'instauration du vote obligatoire. Cette mesure existe déjà dans plus de 20 pays démocratiques ; une peine (habituellement minime) est imposée à tout citoyen qui néglige d'aller voter le jour d'une élection. L'impact est significatif : dans les pays où le vote est obligatoire, le taux moyen de participation aux élections nationales ou fédérales est supérieur de 15 % au taux observé avant l'instauration du vote obligatoire ; aux élections régionales, provinciales ou municipales, les chiffres sont encore plus élevés.

Le vote obligatoire est donc une mesure efficace. Ceux qui le préconisent soutiennent de plus (mais sans l'avoir démontré empiriquement) que, quand le vote est obligatoire, les citoyens s'informent davantage et participent de plus près à la vie politique. Dans cette étude, Henry Milner, Peter John Loewen et Bruce M. Hicks ont donc cherché à vérifier cette hypothèse en menant une recherche originale auprès de deux groupes d'étudiants de niveau collégial pendant la campagne électorale québécoise de 2007. Ils ont payé ces deux groupes pour qu'ils participent à deux sondages ; un sondage leur a été donné au début de la campagne électorale et l'autre à la fin. Un des deux groupes devait, cependant, aller voter pour obtenir sa rémunération. En comparant les résultats des deux groupes, les chercheurs ont pu établir dans quelle mesure un élément financier

incitant des jeunes à aller voter a pu, en même temps, les motiver à mieux se renseigner sur les enjeux de la campagne électorale.

Cette étude apporte donc de nouveaux éléments à un débat sur un sujet important et complexe. Tout d'abord, on y aborde certaines questions générales liées au vote obligatoire. Ensuite, de façon plus particulière, les auteurs présentent la recherche sur le terrain qu'ils ont conçue et menée durant la campagne électorale québécoise de 2007, et qui ciblait directement les jeunes (le groupe de citoyens susceptibles d'être les plus touchés par le vote obligatoire, puisque ce sont ceux qui votent le moins). Ils ont ainsi tenté de vérifier si le vote obligatoire a ou non un effet sur l'intérêt que les jeunes portent à la chose politique. Les résultats démontrent que ceux qui participent à un scrutin ne s'intéressent pas nécessairement plus à la politique que ceux qui ne votent pas ; ils ne cherchent donc pas non plus à s'informer davantage. Toutefois, on peut se demander si, à long terme, le vote obligatoire aurait ou non un effet positif sur les jeunes. Est-ce que les avantages potentiels du vote obligatoire pourraient éclipser ses effets négatifs possibles (c'est-à-dire ne faire qu'augmenter le nombre de votants mal informés) ? Est-ce que les partis politiques modifieraient leur attitude s'ils devaient convaincre un plus grand nombre d'électeurs ?

Il est essentiel que les Canadiens entreprennent ce débat ; c'est pourquoi cette étude tente de formuler, de façon objective, plusieurs des questions qu'ils auraient lieu de se poser. De plus, l'étude éclaire le débat sur un aspect précis, c'est-à-dire l'absence d'un effet direct et immédiat du vote obligatoire sur l'intérêt que les jeunes qui ne votent pas portent à la chose politique. Bref, grâce à cet article, les auteurs espèrent enrichir un débat qui se poursuivra à coup sûr, tant que la participation électorale (à tous les niveaux de gouvernement) n'augmentera pas de façon significative.